

L'ACCES AUX SOINS EN REPUBLIQUE DE TCHETCHENIE



Photo : Peter Tarabula

Rapport de mission de Médecins du Monde
Février 2005

NOUS SOIGNONS CEUX QUE LE MONDE OUBLIE PEU À PEU.



PURL: <https://www.legal-tools.org/doc/9dee2e/>

SITUATION GENERALE EN TCHETCHENIE

Cette mission a eu lieu en février 2005 et a constitué en un séjour en Tchétchénie d'une totalité de 20 jours, mis à profit pour faire des enquêtes auprès d'une vingtaine de familles et d'une quinzaine de soignants pour évaluer la situation sanitaire en Tchétchénie aujourd'hui et les obstacles rencontrés par les civils pour se faire soigner. Des entretiens ont aussi été effectués avec des organisations locales d'assistance et d'aide aux victimes de la guerre.

Détentions arbitraires, exécutions sommaires

Les forces de l'ordre (militaires russes et milices tchétchènes pro-russes) continuent à se livrer à des arrestations arbitraires, en particulier au cours de ce qui est communément appelé "opérations de nettoyage" ciblées. Le principe est toujours le même : les représentants des forces de l'ordre font irruption dans les maisons, le plus souvent à l'aube. Il s'agit la plupart du temps d'équipes "mixtes", composées de Russes et de Tchétchènes faisant partie des forces de sécurité pro-russes. La personne visée par l'opération est emmenée, l'arrestation étant souvent accompagnée de violences contre elle ou les membres de sa famille qui tentent de s'interposer.

La mère d'un jeune homme de 21 ans arrêté chez lui, dans un village à une trentaine de kilomètres de Grozny témoigne : *"Le 7 novembre 2004 au matin, je m'étais levée très tôt, vers 3 heures, puisque c'était le ramadan et je préparais un repas pour le manger avant le lever du jour. Je suis entrée dans sa chambre pour le réveiller, mais en voyant qu'il dormait si bien, j'ai décidé de le laisser dormir encore un peu. Là, j'ai entendu du bruit. Des cris, des coups. Ils sont entrés dans la maison en hurlant. Ils sortaient de blindés, de camions militaires. L'un d'eux m'a poussée, je suis tombée sur les marches de l'escalier devant la maison, il a posé sa chaussure sur ma tête et m'a gardée immobilisée comme cela pendant toute la durée de l'opération. J'ai quand même pu voir comment ils emmenaient mon fils, pieds nus et torse nu, en le tirant par les pieds et en lui cognant la tête sur les marches de l'escalier. Ils sont partis, j'ai essayé de leur courir après, mais en vain, il y avait des traces de sang sur la route. Depuis, je n'ai aucune nouvelle de lui, bien que je me sois adressée à toutes les instances. Partout on me dit que officiellement, mon fils n'a pas été arrêté."*

De telles opérations se sont multipliées ces dernières semaines.

Données pour le seul district d'Atchkhoï-Martan (est de Grozny) :

- En juillet 2004 à Samashki, des représentants des forces de l'ordre sont venus dans une famille pour une perquisition dans une maison, ils ont tué le chef de famille et ses trois fils, sous les yeux de la mère.
 - Les 1 et 2 décembre 2004, une opération de nettoyage a eu lieu dans le village de Samashki, le prétexte invoqué était un dépôt d'armes trouvée dans une maison. 8 hommes ont été arrêtés. Ils ont tous été libérés après "vérification".
 - Les 2 et 3 décembre 2004, un "nettoyage ciblé" a eu lieu à Sernovodsk, dans la nuit du 3 au 4 décembre, une femme a été arrêtée, puis libérée le 5.
 - Dans la nuit du 27 au 28 janvier 2005, dans le village de Novosharoï, un jeune homme a été emmené suite à un "nettoyage ciblé", l'été dernier, son frère avait déjà été arrêté dans les mêmes conditions. Une enquête est en cours, le jeune homme est inculpé pour terrorisme, on l'accuse d'avoir posé une bombe en novembre devant un convoi militaire.
 - Dans le village d'Assinovka, une femme a été arrêtée et emmenée dans la nuit du 19 janvier 2004. Sa famille n'a aucune nouvelle d'elle depuis.
- Dans ce seul district, 18 personnes sont portées disparues depuis 1999, dont trois femmes.

Le problème des disparus / l'impunité.

Des milliers de personnes sont aujourd'hui portées disparues en Tchétchénie, après avoir été pour la plupart arrêtées et emmenées par des représentants des forces de l'ordre.

Le chiffre exact est difficile à connaître, mais il dépasse vraisemblablement 5 000. Des représentants des forces de l'ordre sont mis en cause dans seulement 2 des 50 enquêtes criminelles instruites pour disparitions. Il s'agit du colonel Youri Boudanov, condamné pour l'enlèvement et le meurtre d'une jeune femme en 2000, et du policier Sergueï Lapine, inculpé dans le cadre de l'affaire de la «disparition» d'un étudiant tchétchène, et des actes de torture dont celui-ci a été victime.

Les mines en Tchétchénie

Selon les chiffres du département militaire de la

région fédérale du sud, 129 champs de mines ont été placés en Tchétchénie depuis 1999. Le nombre de mines qui risquent encore d'exploser est très élevé aujourd'hui. Sur le territoire de la seule ville de Grozny, il resterait encore 6 tonnes de mines menaçant d'exploser.

30% des champs cultivables seraient infestés de mines.

Ces indicateurs sont proportionnellement plus élevés que dans d'autres pays concernés par le problème des mines, comme le Cambodge, l'Angola ou l'Afghanistan.

Selon des ONG locales, 3445 personnes ont été victimes de mines en Tchétchénie. 777 d'entre elles en sont décédées.

COMMENT VIVENT LES GENS ? LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les femmes

Ce sont surtout elles qui assurent la survie quotidienne, pas seulement économique, mais aussi humaine. Elles sont aujourd'hui en "première ligne". Si les traditions (mariages très jeunes, rites...), la religion peuvent être des refuges, il est cependant clair que les femmes ont aujourd'hui un rôle prépondérant dans la vie de la société. Les hommes sont souvent mis au ban de la vie sociale du fait de la particularité de cette guerre, et beaucoup sont morts, portés disparus, se cachent ou combattent. Même ceux qui sont chez eux ne peuvent pas toujours circuler librement, et ce sont souvent les femmes qui font les démarches pour tenter de retrouver un proche enlevé et disparu, ce sont elles qui font la queue pour obtenir les compensations pour les logements détruits, des pensions de veuvage, ou encore des allocations d'invalidité. Ce sont elles qui, de plus en plus souvent, nourrissent leurs familles, se chargeant ainsi du rôle traditionnel de l'homme : être le nourricier de sa famille, lui assurer un foyer et de la nourriture.

L'eau, le gaz, l'électricité

Le gaz est rétabli à peu près partout à Grozny et dans les autres villes de Tchétchénie, ainsi que dans les villages importants. Il commence à être également apporté dans certaines régions qui ne

l'avaient jamais eu, comme par exemple dans le district de Nojaï-Yourt, au sud-est de la Tchétchénie, dans des villages comme Meskety, Zamay-Yourt...

L'électricité n'est pas rétablie partout, elle non plus, en particulier à Grozny, où beaucoup d'habitations ne l'ont pas. Les gens se débrouillent donc et ceux qui n'en ont pas "tirent" des fils depuis les immeubles et les maisons desservis, et partagent ainsi l'électricité. Le courant est donc de faible intensité et il n'est pas rare que tout saute, laissant tout le monde dans le noir.

De plus, les coupures d'électricité sont fréquentes et causent de gros problèmes, en particulier dans les structures de soins. Ainsi, le médecin-chef de l'hôpital pédiatrique républicain affirme que *"chaque semaine, 1 ou 2 enfant meurt du fait des coupures de courant et de l'impossibilité à mettre les groupe électrogène en route assez vite."*

Pour l'eau, c'est beaucoup plus complexe : il y avait avant la guerre plus de 2 000 kilomètres de canalisations à Grozny, un peu plus de 30 sont remis en état de marche aujourd'hui. Il est donc extrêmement rare d'avoir l'eau dans les maisons et immeubles, il faut la tirer dans la rue et la porter jusqu'aux logements. Là encore, certains font preuve d'ingéniosité et on peut voir dans la cour de certains immeubles des véritables toiles d'araignées composées de tuyaux de plastique partant de tous les étages et reliés au point d'eau où a été installé un moteur permettant de monter l'eau jusqu'aux étages.

Dans les districts de montagne, il n'y a pas d'eau courante dans les maisons, des puits et des robinets sont à disposition dans les rues. C'est aussi le cas dans la plupart des villages de Tchétchénie.

Reconstructions individuelles, avoir un toit au-dessus de la tête.

Les gens reconstruisent leurs maisons, avec ce qu'ils peuvent. D'ailleurs, fleurissent les vendeurs de matériel de (re)construction, petits étals comme immenses entrepôts. L'idée la plupart du temps est d'avoir une ou deux pièces où vivre. Ces initiatives sont individuelles : seuls ceux qui ont quelques moyens peuvent le faire, car les compensations versées pour logements détruits ne sont absolument pas suffisantes pour reconstruire un logement, d'autant plus que les victimes ne reçoivent jamais la somme totale allouée pour la reconstruction.

Reconstructions "officielles"

Dans le centre de Grozny, qui avait été rasé, on voit apparaître des nouvelles constructions, le plus sou-

vent clinquantes qui contrastent avec les champs de ruines, les terrains dévastés tout autour. Il s'agit le plus souvent de bâtiments administratifs, d'immeubles pour les fonctionnaires, puis dans le centre de la ville une place avec des fontaines, des fleurs, où on se fait photographier à l'occasion des mariages, des fêtes.

Il est à noter que certaines villes ont moins souffert que Grozny, comme par exemple Goudermes (il s'agit d'un des fiefs de la famille Kadyrov), dont le centre, parsemé de constructions neuves, ne porte presque plus de traces de la guerre.

PVR (Punkt Vremennogo Razmeschenia), foyers temporaires pour réfugiés

Ce sont les centres de vie temporaires dans lesquels ont été accueillis les réfugiés de retour d'Ingouchie lorsque les camps de réfugiés y ont été liquidés, en 2003 et 2004. Les conditions de vie y sont précaires (promiscuité, pas de sanitaires ni d'eau dans les bâtiments...) et favorisent entre autres les épidémies.

“Reprise” économique ? La débrouille.

Il est étonnant de voir, dans le centre des villes de Tchétchénie et même des gros villages, des enseignes fleurir : “salon de beauté”, “coiffeur”, “mode d'Europe”.

Pour la plupart, ces “miracles” sont dus aux femmes, qui sont aujourd'hui très nombreuses à se déplacer dans les républiques voisines de Tchétchénie, voire jusqu'en Azerbaïdjan, en Turquie ou en Italie, pour acheter des vêtements, produits de beauté, linge de maison, vaisselle, qu'elles revendent ensuite sur les marchés de Tchétchénie. Elles appellent ça faire de la “spéculation”. C'est une image étonnante que de voir le marché central de Grozny, où au milieu des ruines et de la boue pendent des robes à paillettes, des manteaux de fourrure et des parfums “Dior”.

Le taux de chômage semble impressionnant en Tchétchénie, et si les femmes nettoient les rues, font du “commerce” (ci-dessus), les hommes n'ont pas énormément de choix pour travailler : soit ils s'engagent dans les milices tchéchènes pro-russes (et il semble y en avoir de plus en plus), soit travaillent sur les chantiers, très peu nombreux au regard des destructions.

L'université

Il y a aujourd'hui 10 000 étudiants inscrits à l'université (en cours et par correspondance). Mais il y

a un manque d'enseignants qualifiés : beaucoup sont morts, d'autres sont partis de Tchétchénie. Les jeunes veulent étudier, et bravent les dangers. Mais ils sont aussi victimes de rafles, et d'opérations ciblées. En novembre 2004, un jeune étudiant a été arrêté chez lui dans un village au sud de Grozny, sa famille n'a aucune nouvelle de lui. Un autre étudiant avait été arrêté dans un café de Grozny en décembre 2003, il est lui aussi porté disparu.

Voitures

Une autre image frappante est celle des embouteillages dans la ville détruite.

En effet, le parc automobile en Tchétchénie s'est considérablement élargi, ceci étant dû en particulier au fait que les compensations versées pour la reconstruction des logements n'étant absolument pas suffisantes pour cela, d'autant plus que les civils, s'ils veulent les obtenir, doivent laisser 50% à l'administration, ils achètent des voitures.

Téléphone

Le pays est en ruines, c'est la guerre, tout le monde le dit, mais tous ont un téléphone portable, ou presque. Il faut dire que c'est extrêmement compliqué et onéreux d'installer un téléphone fixe.

Il y a un monopole sur la téléphonie mobile, tenu par l'entreprise Megafon, mais qui ne fonctionne qu'en Tchétchénie. Megafon est une compagnie qui existe partout en Russie, mais le Megafon tchéchène a un statut spécial: confiné à la république (dès qu'ils quittent la république, les abonnés tchéchènes ne peuvent plus utiliser leur téléphone) et surtout un statut tarifaire spécial. C'est en effet beaucoup plus cher qu'ailleurs (par exemple en Ingouchie voisine): en Ingouchie une minute coûte 70 kopecks, en Tchétchénie 7 roubles. Les cartes sim, de même, se vendent très cher, de 2 à 3 000 roubles (de 40 à 60 euros), sachant que le salaire d'un enseignant à l'université est de 2 000 roubles. On peut les avoir au prix normal en les commandant (officiellement), mais c'est très long et ce sont des démarches incroyables.

UN SYSTEME DE CORRUPTION, DE TYPE MAFIEUX HUMILIATIONS

Compensations

Le système commence à être bien connu : une personne qui a droit à une compensation pour son logement détruit doit laisser 50% de la somme allouée à l'administration, l'argent sera partagé entre les fonctionnaires, vraisemblablement jusqu'au gouvernement tchétchène.

D'après des informateurs, il y a eu beaucoup plus de compensations versées que ce qui était prévu. Des gens font des faux et reçoivent les compensations, parfois plusieurs fois.

Les fonctionnaires ne peuvent qu'encourager cela; car ils se graissent largement la patte au passage.

Stations-service

Ces derniers mois ses s'est développé sur une grande partie des routes de Tchétchénie (en particulier sur les routes Grozny-Goudermes et Grozny-Nazran) tout un réseau de stations services qu'on dit mises en place et contrôlées par Ramzan Kadyrov, fils de l'ancien président pro-russe assassiné en mai 2004, et vice-premier ministre de Tchétchénie, à la tête des groupes armés pro-russes qui arrêtent, exécutent, torturent, extorquent les civils afin de "trouver les terroristes".

Parc aquatique

Au mois de février 2005, Ramzan Kadyrov a posé la première pierre à la construction d'un parc aquatique à Goudermes. Ceci est majoritairement condamné en Tchétchénie, et les civils le vivent très mal, comme une humiliation :

Madina : *"On n'a pas d'eau chez nous, mais eux ils se construisent un parc aquatique"*

Rizvan : *"Ils se font de l'argent sur le malheur du peuple et ils se moquent de nous en le dépensant pour se construire une piscine"*.

Extorsions de fonds aux points de contrôle

Les militaires et les miliciens continuent d'extorquer de l'argent aux civils aux postes de contrôle. Pour passer le poste principal, Kavkaz I, à la frontière entre l'Ingouchie et la Tchétchénie, chacun

doit glisser un ou deux billets de 10 roubles dans son passeport avant de le présenter au contrôle. Les tarifs sont bien évidemment plus élevés pour un camion vide, encore plus pour un camion chargé.

Médicaments, matériel humanitaire

La situation étant telle qu'elle est, malheureusement même les médicaments, le matériel donné aux structures locales par des ONG internationales font parfois l'objet de trafics et il n'est pas rare qu'on les retrouve sur les marchés de Tchétchénie et des républiques voisines.

Pour les médicaments, il existe aussi, d'après des informateurs, des réseaux au sein même des structures médicales, qui revendent ce qui est attribué et donné.

Conditions de travail dans les structures de soins pour le personnel soignant

Etre aujourd'hui médecin, infirmière, aide-soignant en Tchétchénie est quelque chose de difficile, les salaires sont très bas, payés irrégulièrement (voir ci-dessous), les infrastructures souvent délabrées, détruites, beaucoup de collègues sont morts, d'autres sont partis et n'escomptent pas revenir... Mais aussi, les descentes des militaires russes et des miliciens tchétchènes pro-russes sont fréquentes dans les hôpitaux, les dispensaires, les établissements de soins sont des endroits dangereux, où chaque malade, blessé peut être suspecté d'être un combattant, chaque soignant d'être complice et de cacher des "bandits"..

Malika, médecin à l'hôpital N°3 à Grozny : *"Ca fait trois ans que je travaille, je n'ai pas eu de congés. Je pourrai en prendre, mais dans ce cas il n'y aurait pas de médecins dans mon service. Beaucoup de nos collègues sont partis dans les républiques voisines. Ils ont peur de rentrer aujourd'hui, la cause en est la sécurité. C'est un grand problème. Heureusement, il existe une grande solidarité entre les médecins, infirmières...*

Souvent, des militaires font irruption dans l'hôpital, jettent un malade à bas de son lit pour mettre le leur à sa place. Il n'y a pas longtemps, dans notre hôpital, deux kadyrovtsy (hommes de Kadyrov) qui accompagnaient un des leurs, blessé, se sont tirés dessus dans l'hôpital. Heureusement, il n'y a pas eu de blessés graves, mais une infirmière a été touchée.

Lors d'une "opération de nettoyage" dans le quartier, peu après que nous avons rénové et rouvert l'hôpital, les militaires nous ont dit: "pourquoi avez-vous rouvert cet hôpital, de toutes façons, dans 20 ans vous mourrez tous de toutes façons".

Il n'y a aucune canalisation dans notre hôpital, la Croix-Rouge a juste construit des toilettes dans la cour.

De plus, nous sommes isolés, personne ne nous aide, surtout pas le ministère de la santé. Ceux-là, si on les avait attendu, on en serait encore là. C'est nous, les soignants, qui avons rénové nous-mêmes notre hôpital, à nos frais, une ONG nous a un peu aidés avec les matériaux de construction. On nous promet des tas de choses, en permanence, on nous nourrit de promesses.

Je passe mon temps libre à aller au ministère de la santé, pour qu'ils me donnent au moins des anticoagulants. Il n'y a rien à faire. C'est l'indifférence totale. Aucune organisation ne nous aide, et il n'y a aucun schéma de travail entre les services. Je suis toute seule, dans mon service. Les autres médecins refusent de revenir en Tchétchénie, ils travaillent dans d'autres villes de Russie. La seule aide que nous recevons est d'une ONG internationale pour la pédiatrie, ce qui est, bien sûr, très bien.

Un gros problème, aussi, est celui de l'exposition du personnel médical : les médecins, infirmières, ne sont pas vaccinés contre la grippe et autres maladies, les manipulateurs de radios ne sont pas protégés et sont donc en permanence exposés aux rayons."

Tamara, infirmière en neurochirurgie à l'hôpital 9, insiste sur les meilleures conditions de travail dans cet hôpital que dans les autres : "A l'hôpital 9, il y a de l'eau, on la fait monter au 5ème étage grâce à un moteur. Nous avons l'électricité, de bons groupes électrogènes.

Nous avons du chauffage au gaz, des radiateurs et des poêles." Ce qui n'empêche pas l'insécurité et les descentes des autorités, et les dangers liés au conflit : *"En novembre 2004, un militaire est venu à l'hôpital N°9 se faire soigner. Il y a eu un attentat contre lui à l'hôpital, une bombe a explosé.*

Très souvent, des kadyrovtsy arrivent à l'hôpital pour se soigner. Ils sont très grossiers, exigent de nous des tas de choses, nous menacent."

Satsita, infirmière aux urgences dans ce même hôpital : "Les militaires viennent souvent dans notre service. Ils vérifient nos journaux, nos papiers, vont voir les blessés, leurs enquêteurs viennent et nous devons leur répondre, leur dire qui a soigné tel malade, etc. ça arrive souvent qu'ils nous menacent de leurs armes, nous insultent... Chaque mois, une femme vient et recopie tout ce qui est inscrit dans notre journal des entrées et des sorties..."

L'ETAT SANITAIRE DE LA POPULATION EN TCHETCHENIE

GENERAL

Les gens ont tous l'air fatigués, épuisés.

Selon Malika, médecin à l'hôpital N°3 à Grozny : *“La population est en mauvaise santé, les enfants et les jeunes en particulier. Je pense que toutes ces ruines, ce paysage d'épouvante, influent sur les nerfs et la santé des enfants. Nous voyons de plus en plus de maladies systémiques, de plus en plus de maladies rhumatologiques. Nous voyons des garçons qui arrivent ici après avoir subi des tortures. Après cela, ce sont des gens malades. Je suis frappée du pourcentage de jeunes hommes malades. Ils vont vieillir, la moitié d'entre eux seront en mauvaise santé. C'est la génération qui arrive. Il faudrait examiner, de façon poussée, toute la population.”*

LES FEMMES

Les femmes, en première ligne comme nous l'avons dit (voir ci-dessus), semblent aussi être les plus malades.

Malika : *“Ce sont les femmes qui souffrent le plus en Tchétchénie, en particulier parce qu'elles laissent passer tous les autres (mari, enfants...) avant elles.*

Toutes les femmes ont des problèmes de dos, en particulier parce qu'elles doivent porter de l'eau. Et elles sont toutes anémiées, donc leurs nouveau-nés aussi.

A la maternité centrale, les laborantins ont reçu l'ordre d'indiquer sur leurs bilans des taux élevés d'hémoglobine, pour cacher le problème de l'anémie.”

Zalva et Kheda, gynécologues à la polyclinique N°6 de Grozny, constatent que de plus en plus de femmes viennent les consulter pour des problèmes de stérilité.

FEMMES ENCEINTES

Plusieurs personnes (soignants, psychologues, mères de famille) font remarquer que la natalité est très forte en ce moment en Tchétchénie, plusieurs femmes déclarant *“qu'il faut repeupler la Tchétchénie”*. Mais ces femmes étant elles-mêmes malades, les conséquences peuvent être néfastes pour elles-mêmes et pour leurs enfants.

Selon Soutan Alimkhadzhiyev, médecin-chef de l'hôpital pédiatrique républicain et vice-ministre de la santé de Tchétchénie, la mortalité maternelle a augmenté de 47% l'année dernière. En 2004, 19 femmes (enceintes ou venant d'accoucher) sont décédées. Il affirme, ainsi que la responsable du service des nouveau-nés à la maternité centrale de Grozny, que

du fait du retour en Tchétchénie des réfugiés d'Ingouchie et des travaux de reconstructions qu'entreprennent les gens dans leurs logements, les femmes font plus de fausses couches, dues à des travaux lourds, et à l'inhalation de produits chimiques utilisés pour les travaux.

Zalva et Kheda, gynécologues à la polyclinique N°6 de Grozny, constatent de plus en plus de fausses couches : ça concernerait 4 femmes sur 10.

“Nous remarquons aussi de plus en plus de grossesse n'allant pas à terme, de morts fœtales de façon brutale, avant 5 mois de grossesse. Ceci est dû probablement aux MST, que nous ne pouvons soigner car elles ne sont pas détectées, ainsi qu'au stress. Les femmes enceintes sont souvent malades. Beaucoup de stress en particulier. Il y a aussi de plus en plus d'herpès, ceci étant dû aux conditions de vie, à la mauvaise qualité de l'eau, à la vie en collectivité (dans les foyers pour les réfugiés de retour d'Ingouchie). Nous avons reçu 500 femmes enceintes l'année dernière, 498 d'entre elles étaient anémiées.”

Roman, médecin à Sernovodsk, affirme que la mortalité des femmes enceintes a augmenté et qu'il y a aujourd'hui plus de pathologies de la grossesse qu'auparavant : *“ceci est dû à la nourriture, au stress, à la guerre, à la mauvaise qualité de l'eau... De plus, toutes les femmes qu'il voit sont anémiées et de ce fait les enfants naissent avec des anomalies”*.

Il existe un plan pour le suivi des femmes enceintes, ce sont les polycliniques qui doivent s'en occuper. Elles doivent être suivies dès le troisième mois.

Des sages-femmes passent dans les foyers pour recenser les femmes enceintes et les informer des démarches médicales à suivre pendant la grossesse. Malheureusement, ce plan n'est pas appliqué partout, et la plupart des femmes enceintes rencontrées soit n'ont pas été suivies pendant leur grossesse, soit l'ont été après 7 mois.

NOUVEAU-NES ET ENFANTS

Selon les chiffres du ministère de la santé de Tchétchénie, 488 enfants entre 0 et 4 ans sont morts en 2004. Selon ces mêmes données, les causes principales de décès sont des pathologies de naissance, des traumatismes à l'accouchement et divers facteurs économiques et sociaux ayant influé sur les mères pendant leur grossesse.

Du fait des maladies de leurs mères, beaucoup d'enfants naissent donc malades, ou avec des malformations. Il y a beaucoup de pathologies de nouveau-nés

et de naissances prématurées. Seule la maternité centrale de Grozny possède un service de néonatalogie.

Malika, médecin à l'hôpital N°3 à Grozny, reçoit de plus en plus d'enfants avec des problèmes cardiaques : *"Auparavant, c'était vraiment très rare de voir ça. Cela est dû aux conditions de vie des gens, aux caves humides dans lesquelles les femmes enceintes, les enfants en bas âge ont vécu des mois durant, aux angines non soignées, mais aussi à l'absence de matériel de diagnostic et de médicaments."*

Soultan Alimkhadzhiyev, médecin-chef de l'hôpital pédiatrique républicain et vice-ministre de la santé confirme qu'il y a beaucoup de pathologies de nouveau-nés et de naissances prématurées.

Selon la responsable du service des nouveau-nés à la maternité centrale de Grozny, il y a beaucoup plus de mort-nés qu'avant, ainsi que de morts fœtales : *"1% des nouveau-nés meurent, les causes sont des naissances prématurées, des anomalies de développement, des infections fœtales."*

TUBERCULEUX

Selon des données du médecin-chef du dispensaire pour tuberculeux de Grozny, il y a aujourd'hui en Tchétchénie plus de 5500 personnes atteintes de tuberculose active.

"Cela est dû à la guerre, au froid, à la faim, aux conditions de vie dans les camps de réfugiés en Ingouchie et dans les foyers en Tchétchénie, au stress, aux caves humides dans lesquelles les gens ont vécu plusieurs mois pendant les bombardements."

Et on ne peut pas isoler les malades, il n'y a pas de structures où les tuberculeux puissent être hospitalisés dans la république. Les canaux de propagation de l'épidémie ne sont pas fermés."

Et le ministère de la santé de Tchétchénie donne les chiffres de 960 nouveaux malades pour 2004, dont 92 enfants. Le médecin-chef du dispensaire cité plus haut donne des chiffres beaucoup plus élevés, il parle de 1 000 nouveaux cas par mois de personnes atteintes du germe.

Il y a beaucoup de tuberculeux en Tchétchénie, et cela sur tout le territoire.

Timour, médecin dans un village du district de Nojay-Yourt : *"Dans notre village, sur 3000 habitants, il y a 21 personnes atteintes de tuberculose. Ils sont soignés dans la ville de Gudermes."*

Dans un village voisin de 1300 habitants, Roza, infirmière, compte 16 personnes atteintes de tuberculose, dont 4 souffrent d'une forme active de la maladie : *"Certains sont soignés à Grozny, mais ça revient à cher pour les familles. Certains refusent de se soigner."*

CANCEREUX

D'après plusieurs médecins, il y aurait aujourd'hui beaucoup plus de malades du cancer aujourd'hui en Tchétchénie qu'avant la guerre.

Makka, hématologue à l'hôpital N° 10 de Grozny : *"Ici nous suivons 50 enfants malades de leucémie. Il y en a beaucoup plus qu'avant. Ceci est dû à la mauvaise écologie, aux radiations sans doute, au froid, la faim, manque de finance, l'eau sale, le stress."*

Rouslan est père de deux enfants malades, dont l'aîné, âgé de 2 ans et demie, a un cancer des cordes vocales : *"heureusement, des associations nous aident, ici et à Moscou, où mon enfant est soigné depuis 8 mois. Il en est à sa 12ème cure de chimiothérapie."*

INVALIDES DE GUERRE

Rencontre avec l'organisation **"Spasiom pokolenie"**

Association qui travaille avec des enfants handicapés physiques qui, pour la plupart, ont sauté sur des mines.

Le problème principal est la reconnaissance de l'**invalidité**

Et recevoir la pension d'invalidité est un casse-tête. Un cul-de-jatte reçoit 50 dollars par mois d'invalidité. Et lorsqu'on arrive à obtenir cette pension, ils ne la donnent que pendant un an, après, il faut recommencer tout le dossier...et souvent payer pour être reconnu handicapé.

Il faut payer des pots de vin pour recevoir la pension d'invalidité.

Reconnaissance

Liouda, de l'organisation : *"Un des gros problèmes aussi est que tous les handicapés de guerre ne sont pas reconnus en tant que tels, puisque officiellement, il n'y a pas de guerre en Tchétchénie. Ils sont donc pour l'administration comme invalides de naissance. Le problème des mines en Tchétchénie n'est pas soulevé. Il y a "officiellement" 126 champs de mines en Tchétchénie, mais si on reconnaissait l'existence du problème, il faudrait payer des compensations de guerre, ce qui n'est absolument pas avantageux pour la Russie. Il n'y a en Tchétchénie aucun invalide de guerre pour les guerres 94-96 et celle en cours."*

Soins pour ces invalides

Ces personnes, victimes de guerre, n'ont pas un accès aux soins facilité pour autant. Lorsqu'ils doivent se faire soigner, ils doivent payer, comme tous les autres, lorsqu'ils doivent subir des opérations dans d'autres régions de Russie, ils doivent prendre en charge leur voyage, trouver un logement le cas échéant...

Prothèses

“C’est un problème : ici, les prothèses sont mauvaises, même celles que donnent les ONG. Le problème est que les gens ont besoin de ré-amputation, en théorie, ça doit être gratuit. Mais il y a peu, un de nos jeunes a subi une telle opération ici, nous avons payé 3 000 roubles, non officiellement bien sûr. Le prix dépend de l’opération.”

Yeux

“C’est un vrai problème. Personne ne s’occupe des opérations des yeux après des accidents. Les jeunes qui sautent sur des mines perdent souvent un ou deux yeux”

Islam, 17 ans, a sauté sur une mine en 2001 :

Après avoir sauté sur une mine, il a été touché sur tout le côté gauche : jambe, bras, œil, oreille. Il a perdu sa jambe et son bras. Il a été soigné au début à l’hôpital 9 de Grozny.

En 2003, financé par l’UNICEF, il est allé à Vladikavkaz pour se faire faire des prothèses.

“Les soins pour moi ne sont jamais gratuits. C’est toujours les organisations (Spasiom pokolenie et UNICEF) qui m’aident.

Je vis à Mikroraïon, je viens ici (à l’organisation Spasiom Pokolenie) deux fois par semaine. Je ne fais pas d’études, mais cette organisation m’aide beaucoup, je prends des cours d’informatique ici.

Je ne reçois que la pension d’invalidité, je n’ai eu aucune compensation pour accident de guerre.

Je reçois 1300 roubles, reconnu comme invalide de naissance.”

Elita, la mère d’un jeune homme qui a été blessé par des éclats d’obus en 1996.

“J’ai 4 enfants, mon fils Abdou, 23 ans aujourd’hui, a été blessé en 1996, il a reçu des éclats d’obus qui ont atteint le cerveau. Les premières opérations qu’il a subies ont été faites à Grozny, la première en décembre 1996 à l’hôpital N°9. Depuis, nous allons tous les ans à Moscou, avec nos propres moyens. Nous y sommes déjà allés 4 fois.”

Fatima, mère de deux fils qui ont sauté sur une mine en 2001, l’un a été très blessé et est resté gravement handicapé, l’autre n’a reçu que des blessures superficielles. Son mari a lui aussi été blessé en octobre 2003 par des tirs.

“Mon fils Khamzat, a sauté sur une mine le 25 janvier 2001. Il a perdu une jambe, un œil, et a des problèmes aux bras (gros éclats d’obus qui empêchent le développement normal du bras).

Mon fils est reconnu invalide du deuxième groupe. Le problème est qu’il faut refaire les démarches tous les ans pour l’invalidité. On nous a dit que pour l’avoir en permanence, il fallait rester 5 ans sur les listes d’invalides. En

attendant, il faut le refaire tous les ans. Comme si une jambe arrachée pouvait repousser !

Il reçoit 1 800 roubles par mois. Est-ce qu’on peut vivre avec ça, fonder une famille ?

Le problème de principe concernant l’invalidité, est que tous les handicaps dus à la guerre (mines, bombardements, tirs...) ne sont pas reconnus en tant que tel puisque officiellement il n’y a pas de guerre en Tchétchénie. De fait, bien sûr, on nous refuse les compensations de guerre.

De plus, il est reconnu invalide de naissance. Et il n’a pas le droit de travailler. C’est ce qui me rend le plus folle.

Pour être reconnu invalide du premier groupe, il faut être allongé et ne plus pouvoir bouger. C’est de plus très long et compliqué : il faut attendre des semaines pour qu’ils prennent les documents.

Pour qu’on fasse attention à nous, qu’on nous prenne en compte.

Les prothèses, c’est un grand problème pour mon garçon : il a une scoliose et une déformation de la cage thoracique car il n’a jamais eu de bonnes prothèses.

Il a aussi besoin d’opérations du bras, à l’œil, et d’une opération de chirurgie esthétique.

Nous avons parfois des problèmes avec les forces de l’ordre du fait de son invalidité : les militaires, quand ils voient des jeunes invalides, les considèrent comme des combattants.

Il y a un mois, il y a eu une zachistka dans notre quartier, ils ont ennuyé Khamzat, l’ont interrogé, lui ont demandé où il avait combattu...”

STATUT VACCINAL DES ENFANTS.

Il existe un plan gouvernemental, ce sont les polycliniques qui doivent s’en occuper : faire une recension des enfants, et les infirmières doivent passer dans les maisons informer les familles et les inviter à venir faire vacciner leurs enfants.

Il y a de plus un centre de vaccination à l’hôpital N°9, à Grozny. Des ONG médicales et humanitaires ont des programmes importants consacrés à ce sujet.

Selon le ministère de la santé, en 2004, 80% des besoins auraient été couverts et le système mis en place dans les polycliniques de quartier fonctionnerait très bien.

La responsable du service des nouveau-nés de la maternité centrale de Grozny, elle aussi, affirme que le plan est très sévère et suivi. Tous les nouveau-nés ressortent vaccinés de cette maternité.

Mais il s’avère, en parlant avec d’autres soignants et avec des familles concernées, que la réalité ne correspond peut-être pas tout à fait à ce tableau optimiste.

Khava, mère de famille : “La vaccination n’est pas auto-

matique, je ne pense pas qu'il y ait de programme précis. Moi j'ai vacciné mes enfants une seule fois. C'était gratuit, mais je n'y suis jamais retournée, et personne ne m'a rappelé de le faire. Je ne vois pas trop à quoi ça sert, et puis maintenant tout se paye, et je ne suis pas riche... Et puis il paraît que les vaccins peuvent être dangereux pour les enfants..."

De même, Zalva et Kheda, gynécologues à la polyclinique N°6 de Grozny, mettent en avant l'absence générale de soins gratuits en Tchétchénie, ce qui concerne évidemment les vaccinations des enfants aussi : *"C'est le même problème: il faut payer, la plupart du temps. Et puis certaines femmes ont peur des vaccins. L'année dernière, une petite fille est morte après un vaccin DTP"*.

Cet état général sanitaire en Tchétchénie est dû à la guerre, bien sûr, et à ses suites, mais aussi et en grande partie aux entraves aux soins existant en Tchétchénie, qu'elles soient matérielles, humaines, politiques, culturelles.

ACCES AUX SOINS

Les difficultés politiques, sécuritaires, économiques, que traverse la Tchétchénie depuis maintenant 10 ans ont donc rendu l'accès aux soins, comme à la plupart des structures de services publics, extrêmement difficile à plusieurs niveaux, et se ressentent fortement sur l'état général de santé de la population civile tchétchène.

L'OBSTACLE SECURITAIRE

La Tchétchénie reste un pays en guerre, et l'insécurité et l'instabilité politique constituent un obstacle important aux soins, en particulier en lien avec les déplacements, toujours délicats en Tchétchénie, même si les discours officiels se veulent encourageants.

Au ministère de la santé, on affirme qu'il n'y a plus aujourd'hui de problème de déplacements aujourd'hui en Tchétchénie, que la plupart des check-points sont "allégés", voire supprimés. Mais les personnes interrogées, autant les soignants que les familles, déclarent que c'est un obstacle important aux soins, surtout la nuit.

Roman, médecin à Sernovodsk : *"La nuit, il n'y a aucune assistance médicale en Tchétchénie, on ne peut pas transporter les blessés : les ambulances ne fonctionnent presque pas la nuit, en dehors de Grozny".*

Zalva, gynécologue à la polyclinique N°6 de Grozny : *"L'instabilité politique est un obstacle important, les ambulances ne se déplaçant pas la nuit, beaucoup de gens meurent chez eux, sans soins."*

Tamara, infirmière en neurochirurgie à l'hôpital 9 de Grozny : *"Il existe encore des problèmes pour les femmes, qui doivent être hospitalisées de nuit pour des problèmes gynécologiques, en part. les femmes enceintes. On accouche encore pas mal à la maison. Les gens ont peur, même si finalement on peut passer (ma voisine est partie dans la nuit à l'hôpital, il n'y a pas eu de problèmes), on sait que la nuit les militaires peuvent tirer sur les voitures..."*

La plupart du temps, les femmes ne sortent pas la nuit, et donc accouchent à la maison, avec toutes les complications que cela peut entraîner."

Kheda, jeune femme qui a perdu son bébé lors d'un accouchement à domicile qui s'est mal passé, à Starye-Atagui au mois de janvier 05 : *"Lorsque les contractions ont commencé, ma famille m'a proposé de partir, de m'emmener à l'hôpital. Mais j'ai eu trop peur, à ce moment-là les Russes menaient des opérations de nettoyage dans notre village, j'avais peur qu'ils nous tirent*

dessus. Ils n'arrêtent pas de nous menacer en permanence, de dire que nous cachons des bandits, que nous sommes des terroristes... Alors je suis restée à la maison, mais il y a eu beaucoup de complications, et mon bébé n'arrivait pas à respirer. Il est mort avant d'arriver à l'hôpital, le matin."

Timour, médecin dans un village du district de Nojay-Yourt : *"Oui, il y a encore des problèmes de déplacements, en particulier dans les districts de montagne, très surveillés par les autorités. Lorsque quelqu'un est très malade, il faut le transporter jusqu'au centre régional, ce n'est pas toujours facile et il n'est pas rare que les militaires ne nous laissent pas passer."*

Petimat, sage-femme dans un dispensaire dans la montagne, district de Nojay-Yourt : *"Les services de sécurité font souvent des opérations de nettoyage dans les villages. Ils en profitent pour venir nous interroger. Ils sont venus à plusieurs reprises en janvier, février 05, nous ont interrogés sur la provenance de nos médicaments, sur nos liens avec le ministère de la santé, nous ont demandé si nous étions en contact avec des ONG internationales..."*

Peut-être, comme l'affirment les autorités, les transports sont quelque peu facilités en Tchétchénie par rapport à la situation d'il y a quelques années, il n'en reste pas moins que c'est un frein réel à l'accès aux soins des civils.

LE DIAGNOSTIC

Rouslan, père de deux enfants malades *"Ma fille de 19 mois est très malade, elle est avec moi en Tchétchénie alors que ma femme est avec notre fils de 2 ans et demie, cancéreux, à Moscou. Le problème est que personne ne m'a dit exactement quelle maladie a ma fille. Je l'ai pourtant emmenée au Daghestan, mais sans réel résultat. Elle était prématurée, et avait la jaunisse, on ne sait pas si sa maladie n'est pas due aux médecins qui à la maternité N°2 lui ont fait des piqûres, sans nous expliquer de quoi il s'agissait. Je suis perdu, mon enfant est malade, je ne sais pas de quoi, on ne me dit rien, je ne sais plus quoi faire."*

Tous les soignants interrogés affirment que le diagnostic est un des problèmes principaux entravant la mise en place d'un système satisfaisant de soins en Tchétchénie : en l'état actuel des choses, la prévention est impossible, ce pour plusieurs raisons, et en tout premier lieu le manque de matériel, dû aux destructions des structures médicales pendant les bombardements, le manque de personnel médical qualifié

: beaucoup sont morts, beaucoup ont quitté la Tchétchénie, mais aussi du fait de la particularité de la mentalité tchétchène. De plus, le diagnostic est freiné par l'absence de réactifs dans les laboratoires des hôpitaux, et l'obligation dans laquelle se trouvent les patients de se les procurer eux-mêmes, ce qui constitue un obstacle économique non négligeable.

Et de ce fait le délai entre l'apparition d'un symptôme et une consultation auprès d'un soignant peut être très long.

Malika, médecin à l'hôpital N°3 de Grozny: "Les gens attendent longtemps avant de consulter un médecin ou d'aller à l'hôpital. Il y a plusieurs raisons pour cela : il faut faire la queue, et les gens n'ont pas de temps à perdre, ils ont des préoccupations matérielles, en particulier les femmes, et puis il n'y a pas de spécialistes pour travailler sur les machines (radios...). De plus, tout est payant, et les gens hésitent donc à se faire soigner, à faire les analyses. Pour faire 3 types d'analyses de sang, il faut donner de 50 à 100 roubles. Il y a aussi un problème de formation des laborantins. Ils sont tous partis. Ceux qui travaillent aujourd'hui, pour beaucoup, n'ont pas vraiment de formation, ils ne connaissent pas grand-chose, voire rien."

Makka, hématologue à l'hôpital N°10 : "C'est un grand problème que les gens ne se présentent au médecin que longtemps après l'apparition d'un premier symptôme de maladie. Tous les gens qui arrivent à l'hôpital sont déjà dans un état grave. Les **maladies** sont souvent très développées. En cas de leucémie, par exemple, les gens attendent deux ou trois mois après l'apparition des premiers symptômes pour s'adresser à nous, ils sont alors déjà très malades. Quant aux personnes anémiées, elles peuvent le rester des années avant de se faire soigner. 80% de la population est anémiée, surtout les enfants."

Soultan Alimkhadjiev, médecin-chef de l'hôpital pédiatrique républicain et vice-ministre de la santé : "La mortalité infantile est haute, car les gens attendent longtemps avant de faire soigner leurs enfants. Souvent, les malades arrivent à l'hôpital alors qu'ils sont en phase terminale. Dans les infections virales, la famille essaie tout d'abord de faire tomber la température à la maison et ne s'adresse à un médecin qu'environ deux semaines après l'apparition du symptôme."

Ceci est particulièrement frappant lorsqu'on évoque le suivi de la grossesse, connaissant les chiffres élevés de pathologies de la grossesse et chez les nouveau-nés. Les femmes, dans la plupart des cas, ne se font suivre que dans le dernier trimestre de leur grossesse.

La médecin-chef de la maternité centrale de Grozny affirme ainsi que "60% des femmes n'ont pas vu de médecins pendant leur grossesse."

Louiza, jeune femme enceinte, déjà mère d'un jeune enfant: "Pour mon premier enfant, j'avais fait toutes les analyses dès le début, mais j'étais au Kazakhstan, tout se faisait selon les programmes de santé, les femmes enceintes sont prises en charge dès le début de la grossesse là-bas. Ici, il faut tout faire toute seule, et pour cette seconde grossesse, je ne commence les analyses que maintenant (7ème mois), même si je sais que c'est important."

Le manque de matériel

Du fait de bombardements intensifs pendant les deux guerres tchétchènes et des pillages qui les ont suivis, les structures médicales ont été fortement endommagées, voire détruites.

Si pour beaucoup elles sont rénovées et partiellement reconstruites aujourd'hui, c'est avant tout grâce à la volonté et aux efforts du personnel médical, qui a fait les travaux lui-même.

Mais l'équipement, les appareils médicaux et en particulier de diagnostic n'ont pas été remplacés dans leur totalité, et de loin. Les ONG humanitaires internationales fournissent une partie de ces équipements, le ministère de la santé aussi, mais cela n'est absolument pas suffisant pour le moment.

La responsable du service des nouveau-nés à la maternité centrale de Grozny : "Le problème est ce qui se passe avant l'accouchement, et ici nous n'avons pas beaucoup de moyens pour accueillir les femmes avec des pathologies de la grossesse."

Malika, médecin à l'hôpital N°3 de Grozny: "Nous avons un gros problème : la quasi-totalité du matériel de diagnostic a été détruit pendant les bombardements et n'a été remplacé que très peu. Dans notre hôpital par exemple, il n'y avait pas jusqu'à il y a peu d'EEG. Et c'est moi qui ai pu m'en procurer un par des canaux personnels, et certainement pas par le ministère de la santé."

Le médecin chef du dispensaire pour tuberculeux de Grozny déclare : "Nous ne soignons pas bien les malades atteints de tuberculose, nous n'en avons pas les moyens. Nous n'avons pas les laboratoires nécessaires. Alors on soigne "à l'aveugle."

Roman, médecin à Sernovodsk : "C'est un sérieux problème. A l'hôpital d'Atchkhoi-Martan, par exemple, qui doit prendre en charge les 68 000 habitants du district, il n'y a pas d'appareil de radio."

Magomed, médecin à Goudermès : "Ici, dans le district, nous avons un gros problème de diagnostic, nous n'avons pas de radio, alors on envoie les malades à Khassaviourt (Daghestan), à Moscou, ils y vont quand ils ont les moyens. Il n'y a pas de mammographie, aucun local convenable pour préparer des analyses, ins-

taller un laboratoire.”

Le manque de personnel

Beaucoup de spécialistes sont morts pendant les guerres, ou ont quitté la Tchétchénie, soit pour l'étranger, soit pour d'autres régions de Russie et ne veulent pas rentrer. Les soignants ressentent donc un manque important de spécialistes, de laborantins...

Makka, hôpital N°10 de Grozny : *“Nous n'avons pas de bonnes conditions pour travailler, il n'y a pas beaucoup de spécialistes.”*

Soultan Alimkhadzhiev, vice-ministre de la santé : *“Il y a un manque grave de médecins en Tchétchénie aujourd'hui. Il n'y a pas, par exemple, de pédiatres dans le district de Vedeno, ni dans celui de Shatoj, un seul pédiatre dans le district de Nozhaj-Yourt. Il y a 141 pédiatres dans la république, sans compter les internes.”*

Malika, médecin à l'hôpital N°3 de Grozny : *“Je suis toute seule dans mon service rhumatologie. Les autres médecins refusent de revenir en Tchétchénie, ils travaillent dans d'autres villes de Russie.”*

Le médecin-chef du dispensaire pour tuberculeux de Grozny déplore lui aussi le manque de spécialistes : *“Il n'y a personne, pas de moyens pour enseigner correctement la médecine aujourd'hui en Tchétchénie.”*

Particularité de la mentalité tchétchène (accessibilité culturelle)

Il semble que la mentalité tchétchène peut parfois aussi être un frein à un diagnostic efficace : il est courant d'attendre d'être au plus mal avant de s'adresser à un centre de soins ou un hôpital. On ne fait pas systématiquement confiance à la médecine.

Rouslan est père de deux enfants malades, explique ainsi que son fils aîné, âgé de 2 ans et demie, a un cancer des cordes vocales, il est soigné à l'hôpital pédiatrique de Russie, à Moscou : *“A l'hôpital, à Moscou, ils veulent opérer mon fils, ma femme ne veut pas, elle a peur.”*

Soultan Alimkhadzhiev, vice-ministre de la santé et médecin-chef de l'hôpital pédiatrique républicain : *“L'obstacle culturel existe, en particulier pour les enfants qui ont des problèmes ou maladies neurologiques. Généralement, la famille va d'abord voir le Mollah, et n'ira qu'après à l'hôpital.*

C'est la même chose pour les brûlures, on essaye d'abord les remèdes traditionnels.

Mais en général, la médecine populaire n'est pas énormément développée.

Par contre, beaucoup refusent l'hospitalisation, souvent.

Cela est souvent dû à la situation familiale : si un enfant d'un an et demie doit être hospitalisé et que sa mère a aussi un nourrisson, elle refusera parfois de faire hospitaliser le premier.”

Zalva et Kheda, gynécologues à la polyclinique N°6 de Grozny : *“Une femme malade ne vient consulter un gynécologue qu'au bout de 10 jours, d'un mois, elle ne viendra que si elle est vraiment mal.”*

Berlan Noukhaeva, responsable du service des nouveau-nés à la maternité centrale de Grozny : *“Beaucoup de femmes arrivent à la maternité pour accoucher sans avoir été suivie pendant leur grossesse. Il y a un très bas niveau de connaissance sur la grossesse chez les femmes. Le problème est ce qui se passe avant l'accouchement, et ici nous n'avons pas beaucoup de moyens pour accueillir les femmes avec des pathologies de la grossesse. Et toutes les femmes sont anémiées. Si les femmes ne se font pas suivre pendant leur grossesse, ce n'est pas seulement à cause de l'argent, mais aussi parce qu'elles ont beaucoup d'enfants et que la mentalité tchétchène est ainsi faite, on ne s'adresse pas systématiquement aux structures de santé.”*

Makka, hématologue à l'hôpital N°10 : *“Il y a peu, une femme s'est adressée à nous en nous disant que les shaitan (les diables) l'avaient frappée, elle avait des bleus partout. Elle était atteinte d'une leucémie très avancée.”*

Cependant, le délai entre l'apparition d'un symptôme et une consultation est réduit dans les petits villages : sans doute du fait de la proximité, les gens s'adressent plus facilement au médecin du dispensaire local, la distance sociale étant moins marquée que dans les gros bourgs et dans les villes.

Timour, médecin dans un village du district de Nojay-Yourt : *“Les gens s'adressent assez vite à nous lorsqu'ils sont malades, au bout de 2 ou 3 jours. C'est aussi une façon d'échanger, de parler des problèmes sociaux, familiaux...”*

Absence de réactifs et obstacle économique pour les analyses et autres examens

Le facteur économique joue lui aussi bien évidemment un frein au diagnostic en Tchétchénie.

Tamara, infirmière en neurochirurgie à l'hôpital 9 : *“Il n'y a pas de scanner en Tchétchénie. S'il faut faire un scanner, le minzdrav donne un **napravlenie**, les gens appellent une ambulance. Et un trajet en ambulance jusqu'à Makhachkala coûte 3 000 roubles (environ 85 euros).”*

Makka, service d'hématologie à l'hôpital N°10 de Grozny : *“Oui, l'accessibilité économique est un problème aujourd'hui en Tchétchénie. Les analyses de sang sont payantes : les laborantins achètent eux-mêmes les*

réactifs. C'est pareil pour les radios. Des radios coûtent de 150 à 200 roubles."

Malika, médecin à l'hôpital N°3 de Grozny : *"Officiellement, les analyses sont gratuites, mais en réalité il faut payer, car les laborantins doivent acheter les réactifs. C'est pareil pour les radios. Nous ne recevons pas le papier photo. Les médecins l'achètent donc et demandent aux patients de le payer. Tout est payant, et les gens hésitent donc à se faire soigner, à faire les analyses. Pour faire 3 types d'analyses de sang, il faut donner de 50 à 100 roubles."*

Les femmes enceintes, elles-mêmes, déclarent que c'est un réel problème : la plupart du temps, elles ne font pas toutes les analyses pour leur grossesse à cause de ce que ça leur coûterait.

Madina, jeune femme enceinte : *"Il faut faire 6 à 7 analyses par mois quand on est enceinte, moi je ne le fais pas toujours car chacune coûte de 30 à 50 roubles. Parfois 100 roubles. En 10 jours, j'ai dépensé 1 500 roubles, j'avais pourtant une ordonnance de la gynécologue."*

Zalva et Kheda, gynécologues à la polyclinique N°6 de Grozny, ont suivi 500 femmes enceintes pendant l'année 2004 : *"Sur ces 500 femmes, seules 120 ont fait le test HIV, car c'est payant: 100 roubles. Une échographie coûte 220 roubles. Elles l'ont toutes fait. Chaque mois, une femme doit faire des analyses de sang et d'urine (100 roubles), puis acheter les médicaments (fer...), plus les analyses et injections si elles ont un rhésus négatif. Par mois, si elle fait tout ce qu'il lui faut, ça lui coûte environ 700 roubles, ce qui correspond à l'allocation de chômage... Et ce sont souvent les médecins qui portent la responsabilité des maladies des femmes. Ici, à la polyclinique, nous les forçons à se faire suivre. Beaucoup ne le font pas car elles n'ont pas d'argent, et elles nous le disent. Si tout était gratuit, il est évident qu'elles se feraient examiner tous les mois. Une analyse pour les MST coûte 1 000 roubles (environ 35 euros), donc les femmes ne le font pas. L'obstacle économique est le problème principal pour les femmes enceintes aujourd'hui."*

Le problème du diagnostic, s'il est bien sûr lié à l'aspect économique, dépend aussi peut-être d'une décision politique, et selon Magomed, médecin à Goudermès, *"il n'y a aucune politique de prévention dans le système de santé actuel en Tchétchénie."*

De façon générale, il apparaît évident que le facteur économique est un sérieux frein à l'accès aux soins en Tchétchénie aujourd'hui. Et même si l'absence d'un système efficace de soins gratuits est un problème général à la Russie contemporaine, il est amplifié par la situation économique et sociale très difficile dans laquelle se trouvent les familles tchétchènes du fait du conflit qui dure et s'enlise, du

chômage, de l'absence d'industrie et d'artisanat...

ACCESSIBILITE ECONOMIQUE

Concrètement, presque tout acte médical est payant, le paiement lui-même se faisant sous diverses formes.

Officiellement, selon le vice-ministre de la santé de Tchétchénie, lorsqu'un malade est hospitalisé, tout doit être gratuit pour lui, cependant lorsqu'il est soigné en ambulatoire, il doit régler les médicaments.

Mais le manque de médicaments, les trafics dont ils font parfois l'objet, l'absence de moyens publics pour transporter les malades hors du territoire de Tchétchénie, le bas salaire des soignants entraînant des demandes de paiement, font qu'en réalité, *"il n'existe pas de médecine gratuite aujourd'hui en Tchétchénie"*, comme le dit Roman, médecin à Sernovodsk.

Salaires des soignants

Selon le ministère de la santé, le salaire mensuel d'un médecin va de 1 000 à 3 500 roubles (de 28 à 100 euros), le salaire moyen d'une infirmière étant de 1500 roubles (environ 40 euros). Ces salaires sont très bas par rapport au niveau de vie actuellement en Tchétchénie.

Tamara, infirmière en neurochirurgie à l'hôpital 9 : *"Les médecins ont des petits salaires : 3 000 roubles (85 euros). Je suis infirmière, ça fait 14 ans que je travaille, je gagne 2 200 roubles (environ 63 euros). Depuis novembre nous n'avons pas été payés."*

Malika, médecin à l'hôpital N°3 de Grozny : *"Ca fait trois mois que nous ne recevons pas de salaire. Déjà que nos salaires sont peu élevés, si on ne nous verse même pas ça..."*

Ramzan Kadyrov et ses hommes construisent un parc aquatique à Goudermès, mais nous ne recevons pas nos salaires... On se moque de nous.

C'est étonnant de voir que les médecins qui travaillent en Ingouchie dans la zone frontalière avec la Tchétchénie reçoivent des primes car ils travaillent dans une zone frontalière avec un pays en guerre, alors que nous, travaillant ici même, ne recevons rien de tel.

Si les salaires étaient normaux, personne ne prendrait de l'argent pour les consultations, les infirmières ne feraient pas de trafic de médicaments...

Je suis chef de mon service, je fais 1 service et demie, je suis responsable de 38 personnes. Je reçois 2 800 roubles (environ 80 euros) par mois.

Les infirmières reçoivent beaucoup moins. Une infirmière qui a 5 ans d'expérience et un service et demie est payée 1 700 roubles (à peine 50 euros). Elles

essaient de travailler en plus.

Aujourd'hui, les familles essaient d'avoir un médecin ou une infirmière dans la famille, à cause du couvre-feu et puis pour ne pas payer à chaque fois...

Le budget fédéral est moins important pour la Tchétchénie que pour les autres républiques, c'est une politique orientée."

Satsita, infirmière à l'hôpital 9 de Grozny : *"Je travaille depuis plus de 5 ans, aux urgences, avec trois gardes de 24 heures par semaine, je gagne 75 dollars."*

Roman, médecin à Sernovodsk : *"Je suis chirurgien, avec 20 ans d'expérience. Je travaille 1 servie et demie, et 8 à 9 gardes par mois. Je gagne 6 100 roubles mensuels (environ 175 euros)".*

Magomed, médecin à Goudermès : *"Je travaille depuis 40 ans. Mon salaire mensuel est de 2 500 roubles (environ 70 euros)."*

Donc, tout se paye à l'hôpital, même entre soignants

Du fait des salaires, et du système de corruption généralisé qui en découle, les promotions, changements de service, mutations au sein des structures de soins, se monnaient.

Satsita, infirmière au service des urgences de l'hôpital 9 de Grozny : *"Si tu veux travailler dans un service à l'hôpital, changer de service ou rentrer à l'hôpital, il faut soit connaître quelqu'un, soit payer le médecin-chef, on ne te prend jamais juste comme ça à l'hôpital 9.. Moi, par exemple, pour changer de service, j'ai donné une enveloppe par l'intermédiaire du chef du service dans lequel je travaillais jusque là. Jusqu'au dernier moment, on ne m'a rien dit, et il est venu me voir, il savait que je voulais changer de service, et il m'a dit : "si tu veux changer, fais-le vite", je lui ai dit que j'étais prête, il m'a alors dit, "prépare l'enveloppe", il pensait que j'étais au courant, et moi, je me disais, quelle enveloppe? Je sors, je vais voir ma collègue, et je lui demande de quoi il s'agit, elle me dit qu'il faut mettre 100 dollars dans une enveloppe, c'est pour le médecin-chef. Bon, d'accord, je me dis, de toutes façons, qu'est-ce que je peux faire... C'est tout de même une somme importante, ça représente un mois et demie de salaire, mais je l'ai fait, et j'ai pu changer de service".*

Il semble aussi que des tributs soient parfois versés aux médecins-chefs qui, vraisemblablement, en reversent une partie à leurs supérieurs, le système est généralisé dans toutes les administrations en Tchétchénie.

Satsita : *"Tous les mois, chaque surveillante générale doit payer au médecin-chef un tribut, environ 2 000 roubles (environ 57 euros), il y a 7 services.. Tu imagines, elles doivent prendre cet argent des infirmières, ou sur les médicaments..."*

Médicaments

La question des médicaments est une des plus délicates et complexes lorsqu'on parle du système de santé en Tchétchénie, comme d'ailleurs dans toute la Russie actuelle.

Les ONG qui travaillent en Tchétchénie fournissent plusieurs structures de soins en médicaments, mais sans remplir tous les besoins, bien sûr, et les médicaments fournis par le ministère de la santé sont clairement insuffisants.

Un responsable de la maternité centrale de Grozny : *"Les médicaments et le matériel que nous recevons de la part du ministère et des ONG remplissent environ 30% de nos besoins."*

Selon le vice-ministre de la santé, officiellement, un malade ne doit rien payer lorsqu'il est hospitalisé, par contre il doit payer ses médicaments s'il est soigné en ambulatoire.

Cet état de fait entraîne par ailleurs tout un marché autour des médicaments, avec deux problèmes principaux : les contrefaçons et le trafic, vols; reventes, détournements, autour des médicaments distribués par les ONG.

Makka, médecin au service d'hématologie à l'hôpital N°10 de Grozny : *"Ici nous n'avons pas de médicaments. Nous en recevons un peu, très peu du ministère de la santé. Pour le reste, les malades les achètent eux-mêmes. Aucune ONG ne nous aide."*

Timour, médecin dans un dispensaire dans la montagne, district de Nojay-Youurt : *"Ici, nous ne recevons presque aucun médicament du ministère, un peu d'antalgiques, quelques compresses stériles. Heureusement, depuis plusieurs mois une ONG travaille dans notre secteur et nous fournit en médicaments, en matériel. Ca nous aide vraiment beaucoup, les malades qui s'adressent à nous ne sont plus obligés de se procurer par eux-mêmes les médicaments."*

Les malades et leurs familles doivent donc la plupart du temps acheter eux-mêmes les médicaments.

Il arrive cependant que grâce à certaines relations ou à la fermeté des responsables, certains services soient bien dotés en médicaments.

Tamara, infirmière en neurochirurgie à l'hôpital 9 de Grozny : *"Dans mon service, il y a une personne qui auparavant travaillait pour une ONG internationale, et de ce fait nous avons ce qu'il nous faut en médicaments, car nous traitons des cas graves. C'est rare que dans notre service on demande aux gens d'acheter des médicaments. Notre responsable de service nous interdit d'ailleurs de le faire."*

Soultan Alimkhadjiev, vice-ministre de la santé et médecin-chef de l'hôpital pédiatrique républicain : *"Ici, à l'hôpital pédiatrique républicain, il y en a suffisamment, nous en donnons même aux autres hôpitaux."*

Moi, je refuse d'avoir des pharmacies dans mon hôpital, et même aux alentours, afin d'éviter le plus possible qu'il y ait du trafic. Je voudrais que les autres fassent pareil, mais ce n'est pas évident."

Car dans presque tous les hôpitaux et aux alentours se sont installés des kiosques, des pharmacies dans lesquelles, selon de nombreux témoignages, se revendent entre autres des médicaments venant des stocks délivrés par les ONG et détournés par les infirmières en chef responsables de ces stocks. Le système est simple : un malade a besoin d'un médicament donné, il est présent dans le stock, la personne responsable affirme qu'ils n'en ont pas, demande à la famille de se le procurer par ses propres moyens, tout en indiquant sur les documents que le produit en question a été prélevé dans le stock. Celui-ci sera revendu, directement à des malades ou encore dans des pharmacies, parfois directement dans les kiosques pharmaceutiques se trouvant dans les hôpitaux.

Le commerce des médicaments et les trafics

Partout en Tchétchénie, au milieu des ruines, dans les rues, sur les marchés, on peut voir des étals, kiosques, magasins qui vendent des médicaments, sans qu'il soit possible de vérifier de quelque façon que ce soit leur provenance.

Soultan Alimkhadjiev, vice-ministre de la santé, nous a même affirmé que le ministère de la santé n'ayant pas de mandat pour le faire, ils n'ont pas le droit de contrôler les vendeurs sur les marchés.

Il semble qu'une bonne partie des médicaments délivrés par les ONG soient détournés. Cela dépend pour beaucoup des responsables de services dans les hôpitaux.

Satsita, infirmière aux urgences à l'hôpital 9 de Grozny : *"Il arrive que nous ayons des médicaments qui nous sont donnés par des organisations humanitaires, même des médicaments très onéreux et rares. Généralement, ce sont les infirmières en chef qui sont responsables des stocks de médicaments. Mais j'ai travaillé dans des services où malgré la présence de certains de ces médicaments onéreux, les infirmières en chef nous disaient de demander aux familles des malades d'en acheter, et revendaient ceux qui étaient en stocks et qui avaient été donnés par les organisations humanitaires. C'est très fréquent. Ça concerne la moitié des médicaments donnés par les ONG."*

Malika, médecin à l'hôpital N°3 à Grozny : *"Les médicaments, c'est une véritable mafia. Beaucoup de médicaments arrivent en Tchétchénie périmés. Et dans les dépôts du ministère de la santé, des médicaments sont volés, puis revendus. Souvent, les ONG humanitaires qui distribuent des médicaments ne contrôlent pas. Les médicaments de base sont en déficit permanent. Les malades doivent acheter eux-mêmes leurs médica-*

ments. Il faut pour cela beaucoup d'argent. Et si le malade est seul, sans famille, ou bien très pauvre, le personnel médical se cotise."

Il est à noter cependant que ce problème est général à la Russie. Il semble qu'environ 60% des médicaments qu'on trouve dans les pharmacies soient des contrefaçons. En Tchétchénie, tout se trouve sur le marché, même les médicaments interdits.

Ce problème des contrefaçons peut avoir des conséquences très graves : il y a quelques mois à Goudermes, un homme a été perfusé avec une contrefaçon de glucose et en est mort.

Assia : *"Pour acheter des médicaments ici, je n'ai pas confiance, il y a beaucoup de faux sur les marchés. On a peur de les acheter en Tchétchénie."*

Problèmes avec les produits anesthésiants

Un service fédéral appelé le "Narko control" interdit les structures de santé tchétchènes d'utiliser toute une liste de médicaments, dont les anesthésiants et des anti-douleurs puissants. Ces licences ne sont pas délivrées car il n'existe pas en Tchétchénie de bonnes conditions pour conserver et protéger ces produits : quantité de personnel médical particulier, murs renforcés, coffres réfrigérés...

Les médecins utilisent donc ces produits à leurs propres risques. On peut les acheter sur le marché, au noir.

Un médecin d'Atchkhoj-Martan est en procès pour cela.

Il semble toutefois que les choses soient en train de changer, et que certaines licences soient en voie d'être délivrées.

Les bas salaires des soignants, le manque de réactifs et de médicaments, les trafics dont ils font l'objet, le système généralisé de corruption, font que les malades et leurs familles doivent la plupart du temps fournir les médicaments, mais aussi payer les consultations, même en cas d'hospitalisation, payer les gestes médicaux (opérations, accouchements...), fournir le matériel (draps, gants stériles, seringues...), la nourriture.

Ce qui fait que beaucoup hésitent à se faire soigner et ceci explique aussi les délais importants entre l'apparition d'un symptôme et une consultation.

Les dépenses d'un malade

Selon Letcha, en charge d'un programme humanitaire médical à Ourous-Martan et Magomed, médecin à Goudermes, la santé représente aujourd'hui le second poste de dépense pour la plupart des foyers tchétchènes, après la nourriture.

Madina, mère de famille, 5 personnes dans son foyer:

“Lors d’un mois à peu près normal, si personne n’est gravement malade, nous dépensons en moyenne 1 000 roubles pour la santé. A deux avec mon mari, nous gagnons 2 700 roubles par mois. Et lorsqu’il se passe quelque chose, qu’il y a besoin par exemple de faire une opération, comme c’est arrivé avec un de nos enfants il y a deux mois, nous empruntons de l’argent à des connaissances, nous n’avons pas le choix.”

Consultation simple

Une consultation simple, lorsqu’on est soigné en ambulatoire, mais aussi lorsqu’on est hospitalisé, revient à environ 100 roubles (environ 3 euros). Cet argent est donné directement au soignant qui accueille le malade, et ce geste est entré dans les mœurs. Les personnes concernées expliquent même souvent que, plus qu’un règlement pour une consultation, il s’agit d’un geste de remerciement. Il faut souvent apporter des gants stériles en consultation. Pour certaines consultations, les “prix pratiques” peuvent être plus élevés, comme par exemple en gynécologie. Satsita, infirmière : *“La gynécologie, c’est une vraie mafia en Tchétchénie, la moitié des étudiants en médecine veulent être gynécologues, car ils savent qu’ils auront de l’argent. A l’hôpital 9, ils prennent 200 roubles (environ 6 euros) pour une consultation, et en plus les femmes doivent apporter les gants.”*

Opération

Lorsqu’un malade doit être opéré, ses proches doivent payer le chirurgien et l’anesthésiste (souvent pour que celui-ci achète le produit anesthésiant). Une opération coûte cher en Tchétchénie, par rapport au faible niveau de vie.

Satsita, infirmière aux urgences à l’hôpital 9 de Grozny : *“Une opération de l’appendicite coûte au malade environ 3 000 roubles (environ 85 euros) si tout se passe bien. : il faut payer l’anesthésiste, en particulier pour le produit anesthésiant, même si on ne paie pas l’anesthésiste lui-même. Puis le chirurgien, obligatoirement, et les infirmières de la salle d’opération. Les simples infirmières, quant à elles, qui font le travail le plus difficile, sont celles qui prennent le moins d’argent.*

Cependant, si un malade arrive avec une appendicite, qu’il n’a pas de famille, pas d’argent, on va l’opérer quand même, même si ça peut arriver qu’il soit moins bien traité que d’autres.”

Roman, médecin à Sernovodsk : *“Une simple opération de l’appendicite coûte 100 dollars, cette somme est partagée entre les soignants. Il faut en plus payer pour les médicaments, le matériel, la nourriture... Et 100 dollars, c’est deux, trois mois de salaire!”*

Hospitalisation

Lorsqu’une personne est hospitalisée, sa famille, en plus de ce qu’elle devra payer pour les médicaments, consultations, les opérations et autres gestes médicaux, devra fournir le matelas pour le lit, les draps, la nourriture, et parfois le matériel médical (seringues, compresses, gants...)

Eliza, mère d’un enfant de trois ans : *“Mon fils a été hospitalisé à l’hôpital pédiatrique, j’ai dû payer les consultations, les médicaments, les médecins de garde. En tout, ça m’est revenu à 3 500 roubles (100 euros)”*

Accouchement

Les responsables de la maternité centrale de Grozny affirment que les parturientes n’ont rien à payer, à part éventuellement les médicaments qui manquent et les produits anesthésiants, que les médecins n’ont pas le droit officiellement d’utiliser, et qui sont donc achetés sur le marché. Cependant, il apparaît après plusieurs entretiens avec des femmes venant d’accoucher dans cette même maternité et d’autres ayant accouché ailleurs, que dans la réalité, tout se paie.

Même une responsable de service de cette maternité reconnaît que c’est difficile pour les familles : *“Les allocations que les femmes reçoivent pour les enfants ne sont versées que plusieurs mois après la naissance. Elles ne reçoivent aucune aide pour acheter les vêtements, biberons, couches, langes, pour les bébés. Ici, nous n’avons pas de nourriture pour les bébés, ni pour les adultes. Les femmes doivent donc apporter leur nourriture, et si elles ne peuvent pas nourrir leur enfant, le lait maternisé. Elles doivent aussi acheter la glucose, de l’alcool. La maternité ne possède pas ces produits.”*

Liza, venant tout juste d’accoucher, encore hospitalisée à la maternité centrale : *“Lorsque je suis arrivée ici, j’ai immédiatement donné 2 000 roubles (environ 57 euros), 1 500 au médecin qui m’a examinée et qui m’a fait accoucher, et 500 pour les autres. Bien sûr, je dois fournir les draps et le matériel médical, et il faudra que je paie les consultations de mon bébé aux pédiatres.”*

La mère de Liza : *“L’année dernière, ma belle-fille a accouché ici, et il y a eu des complications, il a fallu faire une césarienne, elle a eu une hémorragie... Son accouchement nous est revenu à 8 500 roubles (environ 245 euros) en tout, avec les opérations, médicaments...”*

Eliza, qui a accouché à la maternité N°1 de Grozny il y a quelques mois : *“J’ai dû payer 3 000 roubles (85 euros) : 1 000 roubles lors de mon admission au médecin qui m’a examinée, puis 1 000 à la sage-femme de garde, et enfin 1 000 au service des nouveau-nés.”*

Khava, enceinte de son troisième enfant : *“Je n’ai*

jamais reçu de soins gratuits pour mes grossesses et mes accouchements. Il faut payer partout, une césarienne coûte très cher, il faut payer l'anesthésiste et le chirurgien, pour mon premier enfant, la césarienne m'a coûté 5 000 roubles ici, à Grozny. Le problème, l'obstacle principal aux soins aujourd'hui en Tchétchénie, c'est seulement l'argent."

Zalina, habitante de Naour (au nord de la Tchétchénie) : "Lorsque je suis arrivée pour accoucher à l'hôpital de Naour, on m'a dit : "donne l'argent, et on s'occupe de tout". Je ne savais pas que ça se passait comme ça, mais ma belle-famille a payé..."

Mais si se faire soigner en Tchétchénie même représente souvent une charge économique importante pour les familles, celle-ci est multipliée lorsque les moyens sont insuffisants pour soigner le malade en Tchétchénie et qu'il doit être envoyé dans des structures de soins dans d'autres villes et d'autres régions.

Transport et hospitalisation d'un malade hors de Tchétchénie

Car du fait du manque de spécialistes, de matériel de diagnostic et de soins, d'infrastructures modernes, il est fréquent que les malades graves soient envoyés hors de Tchétchénie, à l'initiative des familles parfois, mais la plupart du temps sur recommandation du ministère de la santé tchétchène.

Et là, de façon systématique, les familles doivent payer le transport du malade, et très souvent les soins sur place.

Le ministre de la santé tchétchène lui-même reconnaît que c'est un gros problème, car les malades tchétchènes, lorsqu'ils sont soignés dans d'autres villes de Russie, doivent payer.

En théorie, cela ne devrait pas avoir lieu, car lorsque le ministère envoie un malade se faire soigner dans une autre région de Russie, il le recommande à la structure de soins dans laquelle il l'envoie. Mais très souvent, les hôpitaux en question refusent ces recommandations, en déclarant que "les quotas pour la Tchétchénie sont dépassés", et n'acceptent de soigner les malades que contre de l'argent.

Elita, la mère d'un jeune homme qui a été blessé par des éclats d'obus en 1996 : "Ca fait quatre ans que nous nous rendons à Moscou chaque année pour des soins, des opérations. A chaque fois nous avons une attestation du ministère de la Santé de Tchétchénie pour être soigné gratuitement, mais à Moscou on nous dit à chaque fois "qu'il n'y a pas de quota pour la république de Tchétchénie". En plus, il nous faut payer le voyage jusqu'à là-bas. Heureusement, la dernière fois, c'est une organisation qui nous a aidés, nous y sommes allés grâce à elle. Ils ont payé le voyage et les médica-

ments. Les fois précédentes, nous avons été aidés par la diaspora tchétchène à Moscou. A chaque fois, nous devons payer, les analyses, les consultations. Nous avons payé les prothèses nous-mêmes. De 96 à 99 il était allongé. Il a ensuite commencé à marcher. Il a besoin d'opérations aux jambes, plus des analyses au cerveau. Mais à Moscou, on ne nous traite pas très bien, c'est très difficile. La dernière fois, ils devaient lui faire une opération à la jambe, mais n'ont rien fait."

Fatima, mère d'un jeune homme qui a sauté sur une mine en 2001, il est resté gravement handicapé : "Où que nous soyons allés à l'hôpital, Naltchik, Oufa..., nous avons payé partout, de notre poche."

Tamara : "Ma mère est malade. Je l'ai envoyée à Makhatchkala (au Daghestan, république voisine de la Tchétchénie) pour se soigner. Ca m'a coûté environ 6 à 7 000 roubles (170 à 200 euros)".

Makka, médecin au service d'hématologie à l'hôpital N°10 de Grozny : "Le problème principal est celui du transport hors de la république pour les malades graves. Il y a aujourd'hui en Tchétchénie une très grande quantité de cancéreux, en particulier beaucoup de leucémiques. Tous ces malades doivent être envoyés à Moscou ou Makhatchkala pour se faire soigner. Beaucoup n'y vont pas, car ils n'ont pas d'argent pour le transport et pour les médicaments."

Malika, médecin à l'hôpital 3 de Grozny : "Nous envoyons les malades se faire soigner hors de Tchétchénie (Naltchik, Makhachkala...). A chaque fois, ça leur coûte 2 000 roubles (57 euros) au minimum. Tout le monde ne peut pas se le permettre."

Timour, médecin dans le district de Nojay-Yourt : "D'ici, lorsque les gens doivent de faire soigner en dehors de Tchétchénie, ils vont à Khassaviourt, au Daghestan, mais pour cela il faut beaucoup d'argent, pour les analyses, les examens. Là-bas, c'est très rare qu'ils acceptent les lettres de recommandations du ministère de la santé tchétchène, il faut payer pour tout."

L'aspect économique est donc un frein aujourd'hui à l'accès aux soins pour les personnes vivant en Tchétchénie aujourd'hui, le premier selon la majorité des personnes interrogées, ce du fait de l'économie ravagée, et de l'absence d'infrastructures, détruites par les guerres.

Si une personne a de l'argent, elle pourra se faire soigner, quitter la Tchétchénie et s'adresser à des structures de santé dans d'autres régions, ainsi que le résume Malika : "Les riches ne se font pas soigner ici, ils partent dans les républiques voisines, ou à Moscou", ou encore le médecin-chef du dispensaire pour tuberculeux de Grozny : "Si vous avez les moyens, allez vous faire soigner ailleurs..."

Le système de santé n'échappe donc pas à la situation générale pour le moins instable en Tchétchénie aujourd'hui, et l'accès aux soins pour les civils est un chemin difficile, dangereux, et coûteux, et souvent une route barrée, tout simplement, pour ceux qui sont loin des villes, effrayés par les check-points qui quadrillent encore le territoire, et sans moyens financiers.

La Tchétchénie est donc un territoire toujours fermé à la libre circulation, en particulier des humanitaires et des journalistes, où une vie sociale, économique, et peut-être culturelle semble parfois reflourir, mais ce n'est qu'une impression ; en réalité, toute la vie est ailleurs, tout ce qui n'est pas combats, fouilles, perquisitions, opérations musclées de nettoyage ou de contrôle se passe en dehors : on achète les marchandises dans les républiques voisines, on va y faire les documents d'état civil, on va y rencontrer des associations de défense des droits de l'homme, parfois, y chercher conseil ou réconfort, on essaie d'y envoyer ses enfants, à l'abri, et puis on va s'y soigner, quand on peut.

A l'intérieur, on survit, simplement, en essayant de reconstruire quelque chose qui ressemblerait à la vie, celle d'avant peut-être, dont on ne se souvient plus très clairement.

Par souci de sécurité, tous les prénoms ont été changés.